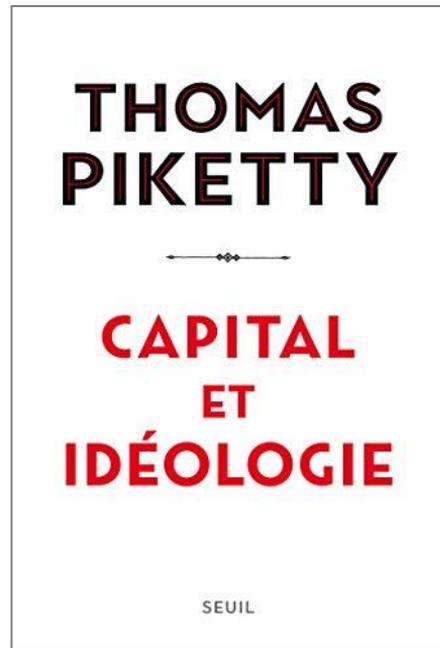




Capital et idéologie¹

de Thomas Piketty
(Seuil, 2019)



recensé par
Karen Horn



Karen Horn enseigne l'Histoire de la pensée économique et le journalisme à l'Université d'Erfurt, Allemagne. Elle est co-fondatrice et gérante du réseau académique NOUS (Network for Constitutional Economics and Social Philosophy) ainsi que co-éditrice et rédactrice en chef du journal académique *Perspektiven der Wirtschaftspolitik* publié par l'association des économistes de langue allemande.

¹ Nous remercions le *Neue Zürcher Zeitung* qui nous a autorisé à publier cette version française d'un article originalement publié en Allemand dans ses pages du 21 Octobre 2019 sous le titre « Thomas Piketty legt nach und liefert seine Vision von der Gleichheit ». <https://www.nzz.ch/wirtschaft/thomas-pikettyps-vision-von-der-gleichheit-ld.1516029>



Six ans après son best-seller « Le capital au XXIe siècle », l'économiste parisien nous livre un second ouvrage majeur : « Capital et idéologie ». Il y présente une lecture dynamique et fascinante de l'histoire – et un programme affligeant par lequel il entend dépasser la propriété privée et les inégalités.

Le livre « Le capital au XXIe siècle » de Thomas Piketty a fait sensation. Environ 2,5 millions d'exemplaires du tome de 1000 pages, publié en 2013, ont été vendus. Le travail du professeur socialiste de l'Ecole d'économie de Paris n'a laissé personne indifférent. Partout il a été commenté, tantôt avec admiration, tantôt avec mépris, le plus souvent à cause de son message politique : le capitalisme tend à exacerber les déséquilibres de revenu et de richesse dans la société. La création de valeur devient de plus en plus intensive en capital, la répartition des revenus change au détriment de la main-d'œuvre, les transferts en capital augmentent par rapport au revenu du travail, les écarts dans la répartition des fortunes s'élargissent. Cette tendance ne changera pas, car la croissance économique ralentit, en partie pour des raisons démographiques, et parce que le taux d'intérêt réel ne bouge guère. Mais comme ces inégalités minent la cohésion sociale, il faut, revendiquait alors Piketty, que la politique intervienne de façon radicale.

Aujourd'hui, l'économiste renchérit et poursuit le fil conducteur posé dans son premier ouvrage avec une suite intitulée « Capital et idéologie ». Le livre, qui sera également disponible en anglais et en allemand en mars, est un cinquième plus volumineux que son prédécesseur. Ses thèses politiques n'en sont pas moins rocambolesques, et une fois encore, il y a beaucoup de prises de position trop rapides en matière économique. Mais ce que l'on avait pu apprécier dans le premier ouvrage se retrouve également ici : une vue d'ensemble socio-économique fascinante



que Piketty jette sur le papier dans une grande fresque économique et historique.

L'auteur a le bon flair des grandes questions. La question de l'inégalité a continué de gagner du terrain en raison de la polarisation du paysage politique dans le monde et, plus récemment, du débat sur le climat. Le travail d'économiste sur lequel repose le livre est de toute évidence une formidable performance : une fois de plus, Piketty a rendu accessible une mine de nouvelles données provenant du monde entier, les a publiées sur son site web et les a évaluées en se conformant aux critères de sa spécialité académique. Il est de fait bien connu parmi les experts pour avoir constitué, avec en particulier le très respecté Anthony Atkinson décédé en 2017, la grande base de données *The World Inequality Database* ; une base compilée à partir de données provenant des autorités fiscales, des comptes de la nation et de diverses enquêtes.

Ce nouveau livre permet de prendre conscience de l'ampleur des inégalités matérielles et de leur évolution sur de longues périodes de l'histoire, cette fois-ci sans un accent exclusif sur le monde occidental. De plus, Piketty veut ici avancer dans une nouvelle dimension, celle des constructions idéologiques, des « idéologies » ou, pour reprendre une terminologie marxiste, la « superstructure » avec laquelle l'humanité a cherché – à diverses époques, en différents pays et cultures – à justifier devant-elle-même, comme il suppose, le fait de l'inégalité et donc du pouvoir. Car l'inégalité n'est pas une loi de la nature, souligne-t-il, ni une nécessité économique, mais elle est idéologiquement construite et politiquement souhaitée. Piketty veut traquer et déconstruire les idéologies qui la soutiennent pour ouvrir la voie à un nouveau départ – un départ vers une société juste où la propriété privée comme cause réelle de l'inégalité est « surmontée », non pas par la



dictature, mais par la mise en place d'un « socialisme démocratique et participatif ».

Il est évident que Piketty trouve l'inégalité matérielle moralement offensante. Mais il raisonne moins depuis un point de vue éthique que dans une perspective économique et politique. En tant qu'économiste, il cherche par le biais de l'analyse empirique à étayer la thèse selon laquelle, à travers l'histoire, c'est essentiellement à la lutte des forces sociales-démocrates pour l'égalité et l'accès général à l'éducation que nous devons le développement économique ainsi que le progrès – et non à l'institution de la propriété privée. Et c'est pourquoi les constructions intellectuelles qui ont servi à une « sacralisation de la propriété » ont été trompeuses. En tant qu'activiste politique, Piketty utilise un argument massue bien populaire à gauche, quoi que son matérialisme déterministe soit d'une portée terriblement courte : l'inégalité crée de la frustration parmi les « laissés-pour-compte », frustration qui ne peut que se déverser dans une dérive de droite radicale. Suivant cette logique, la seule façon de mettre fin à ces dérives est en envoyant au plus vite la propriété privée aux oubliettes de l'histoire.

Dans les trois premières parties de ce livre qui en comporte quatre – trois parties qui à elles seules comptent plus de 1100 pages –, la première préoccupation de Piketty est de trouver des schémas récurrents dans une analyse vaste reliant les données historiques à l'histoire des idées. Il ouvre le bal avec la société féodale et son organisation domaniale qu'il considère avec une certaine sympathie dans la mesure où l'inégalité pouvait s'y justifier par les différentes tâches accomplies au profit de la communauté. L'aristocratie était responsable du gouvernement et de la sécurité ; le clergé s'occupait du salut de l'âme ; le peuple travaillait : « Chaque groupe social remplit une fonction indispensable aux autres groupes, rend à chacun des services



vitaux, comme le font les différentes parties d'un même corps humain ». Cet ordre organique a néanmoins fait naufrage à cause de l'action de l'Église qui cherchait à sécuriser ses possessions. D'après Piketty, c'est elle qui, au fil des siècles, a inventé la propriété moderne ; propriété qui est devenue le pivot de tous les ordres qui suivirent et qu'il nomme « propriétaires ».

Laissant les sociétés féodales, Piketty passe à l'ère du colonialisme et de l'esclavage, pour aboutir ensuite à l'ère sociale-démocrate qui suivit la Seconde Guerre mondiale et l'« hypercapitalisme » qui règnerait aujourd'hui. En chemin, il couche sur le papier par touches successives une fabuleuse richesse de détails intéressants. En même temps, il doit fréquemment faire usage d'un pinceau large pour arriver à ses fins. Au final cela donne un tableau plutôt décevant et superficiel. De surcroît, on peut difficilement se défaire du soupçon que cet empiriste, aussi chevronné soit-il, confond parfois corrélation et causalité. Sans doute existe-t-il des faits et des lectures différents de ce qui nous est proposé, mais Piketty ne nous donne pas une chance de juger par nous-mêmes. Par ailleurs, les tâches d'ombre macroéconomiques déjà présentes dans « Le capital au XXI^e siècle » se retrouvent encore ici. Entre autres choses, lorsqu'il examine les inégalités, il ne tient presque jamais compte de la situation du marché du travail – bien que celle-ci revêt une grande importance pour expliquer les tendances et les ruptures qui intéressent notre auteur. Piketty utilise l'histoire pour raconter ses histoires.

En procédant de la sorte, ce n'est pas non plus une véritable histoire des idées qu'il nous offre, mais plutôt un recueil d'idées et de théories ayant servi de points de départ pour diverses justifications de la propriété et des inégalités qui apparaissent dans la pensée au fil du temps. Il décrit chacune d'entre-elles en forçant le trait puis la rejette d'emblée comme étant périmée,



fausse ou simplement malhonnête : les théories du droit naturel qui supposent une hiérarchie sociale naturelle qui assure l'ordre et la stabilité dans l'organisation de la communauté ; l'approche « méritoire » selon laquelle la propriété, même si elle est source d'inégalités, devrait rester largement intacte parce qu'elle est fondée sur le mérite personnel ; l'argument libéral tendant à montrer que seuls les propriétaires sont en mesure de gérer des ressources limitées de façon efficace et innovante.

En rejetant toutes ces théories, il ne voit pas que leurs auteurs formulaient beaucoup moins des vérités que des exigences : la logique méritoire, par exemple, n'affirme nullement que toute propriété est fondée sur le mérite, mais la considère légitime (seulement) dans la mesure où il en est ainsi. Le fait que les connaissances de Piketty en histoire des idées soient limitées est évident aussi dans les passages consacrés à l'ordolibéralisme et au « propriétaire autoritaire » de l'économiste Friedrich August von Hayek ; des passages qui ne sont pas seulement polémiques mais où l'auteur s'avère tout simplement « mal calé ».

Piketty n'est jamais apolitique, mais « Capital et idéologie » ne devient explicitement politique que dans la dernière partie, la plus courte des quatre. D'un point de vue analytique, il s'attache d'abord à expliquer la misère de la social-démocratie, assimilée au « socialisme démocratique ». Il se lance dans une recherche sociologique qui le conduit, plus loin, à régler son compte à la gauche ainsi qu'à présenter son propre programme de « socialisme participatif ». Cela débute avec une enquête empirique innovante sur la division croissante de la clientèle sociale-démocrate traditionnelle : l'empiriste dévoile ici, une fois encore, ses véritables atouts.

Pour faire bref, on peut constater que de nombreux enfants de travailleurs et d'étrangers ont connu une ascension sociale rapide au cours de leur vie, pour rejoindre le groupe des employés



hautement qualifiés et des propriétaires. Parvenus à ce stade, nombre d'entre eux restèrent fidèles aux partis sociaux-démocrates des milieux dont ils étaient issus, tout en adoptant une logique « propriétaire » d'économie de marché. C'est ainsi qu'ils ont transformé le contenu des plateformes de gauche jusqu'à ce qu'elles en deviennent méconnaissables. Dès lors, les travailleurs, les non qualifiés, les dépossédés ne s'y sentaient plus chez eux – pas plus qu'ils ne sont à l'aise avec les conservateurs qui, pour leur part, sont restés stables dans leur structure. Cette clientèle orpheline est dorénavant attirée par les extrêmes, et surtout par la nouvelle droite. Une telle évolution se dessine dans de nombreux pays et sur de nombreuses années. Piketty voit dans ce résultat un échec dramatique de la gauche qui n'a pas su évoluer. Elle a accepté les inégalités, se rendant dépendante de la propriété au lieu de la dépasser. Cela, selon lui, doit changer de toute urgence.

Sa vision d'un « socialisme participatif » est alors censée donner un nouvel élan. Les mesures fiscales que Piketty présente dans la section programmatique de la dernière partie de son livre, dont certaines sont déjà connues d'écrits antérieurs, visent à faire fondre les grandes fortunes et à empêcher leur réémergence. Piketty promet, entre autres : une plus grande progressivité dans les impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les successions, afin de s'assurer que toute propriété privée ne soit que « temporaire » et reversée en temps voulu à la société ; un cadastre international des actifs financiers ; un échange international exhaustif d'informations ; une cogestion dans les entreprises qui irait au-delà du modèle allemand ; un plafonnement à 10% des droits de vote des actionnaires. Il devrait également y avoir une taxe sur le dioxyde de carbone, elle aussi fortement progressive.

Mais Piketty ne se contente pas de donner du fouet, il a aussi de la carotte dans son programme. Reprenant et modifiant une



proposition avancée autrefois par Atkinson, il propose que chaque citoyen reçoive un capital social, analogue au revenu de base, lors de son 25ème anniversaire. Parallèlement, il veut accroître la mobilité sociale par le biais d'un système éducatif anti-élitiste, consistant à structurer les dépenses éducatives de manière délibérément redistributive ainsi qu'à instaurer des quotas d'admission afin de favoriser certains groupes. Enfin, il appelle de ses vœux un fédéralisme transnational qui prendrait son élan au niveau européen par l'abandon du principe traditionnel de l'unanimité en matière fiscale.

Les ébauches audacieuses ont souvent quelque chose de rafraîchissant. Et il se peut en effet qu'avec le phénomène de la robotisation – en pleine accélération – la question de la propriété et plus particulièrement des inégalités devienne plus urgente. Il n'en demeure pas moins que l'insouciance avec laquelle Piketty ignore les conséquences économiques et sociales de son programme est tout simplement irresponsable. L'épargne, l'investissement, la production, l'emploi se verraient en déclin : mais d'où est donc censé venir ce qu'il entend redistribuer ? En quoi cela serait-il préférable, en quoi cela serait-il plus juste ? Aussi fascinant que puisse être ce nouveau livre et au-delà des multiples enseignements que l'on peut tirer de sa lecture, il faut espérer que Piketty ne sera pas trop entendu dans l'arène politique.